

4 mois sans toit ni eau et électricité ! 4 mois sans autre réponse que l'expulsion, ça suffit !

Depuis plus de quatre mois, des familles se sont installées à Nanterre, sur un terrain en friche et abandonné depuis des décennies par l'ÉPADESA, l'aménageur de la Défense.

Quatre mois de lutte au quotidien : procédure d'expulsion accélérée, refus des pouvoirs publics (mairie de Nanterre, préfecture) de remplir leurs obligations légales d'accès à l'eau, de ramassage des ordures.

Quatre mois de lutte aussi pour la scolarisation des enfants, le respect de leurs droits sociaux, d'accès à la santé, de recherches d'emplois. Pour trouver un toit et, à défaut, d'au moins rester dans leurs baraques.

Mais après trois mois, l'interpellation quasi quotidienne des élus de Nanterre, des habitants lors d'une grande conférence le 7 juillet au Chemin de l'île, du préfet après une manifestation le 15 juillet... La seule réponse apportée à ces familles a été la destruction et l'expulsion : le 29 juillet.

La plupart ont fui les cars de CRS à leur arrivée. Mais pour les plus attachés à Nanterre, dont les enfants y sont scolarisés, pour la famille dont la femme accouchait le jour même à l'hôpital Max Fourestier de Nanterre, pas question de partir. Récents nanterriens, nanterriens des bidonvilles mais nanterriens quand même.

C'est ce que ces rares familles ont répondu inlassablement au cortège d'acteurs venus les dégager du petit parking, derrière l'université, où ils sont toujours. Après le long silence des décideurs sur le bidonville, ils sont devenus plus visibles sur le parking : rondes permanentes de la police, construction de portails pour empêcher tout véhicule de passer, agents de sécurité placés nuit et jour. Et les demandes de dégager se sont faites plus pressantes : des agents techniques de la mairie au commissaire, du Samu social à certains voisins racistes dégoûtés de voir des pauvres en bas de chez eux.

Mais les habitants ont tenu bon. Les démarches entreprises avec le collectif de soutien ont continué d'avancer. La communauté du bidonville s'est peu à peu recréée autour de ceux qui ont fait toutes ces démarches, veulent rester à Nanterre, et veulent en finir avec ce déplacement, ces destructions perpétuelles qu'on leur impose, pour certains depuis plus de 10 ans.

A Nanterre plus qu'ailleurs, l'histoire des bidonvilles, de familles à la rue ne peut laisser indifférent. A Nanterre plus qu'ailleurs, il est intolérable que les pouvoirs publics ferment aujourd'hui encore les yeux sur ces bidonvilles « qu'on ne voudrait plus voir », parce que le souvenir en serait devenu trop douloureux. Le problème, ce ne sont pas les bidonvilles, ce sont les familles pauvres, inscrites dans les écoles de Nanterre, que l'on laisse à la rue et sans droits à quelques mètres des Tours de La Défense.

Ultime cadeau de rentrée des classes : jeudi 4 septembre, une nouvelle ordonnance d'expulsion a été affichée qui invite les habitants à quitter le parking qu'ils occupent depuis plus d'un mois.

Trop c'est trop ! Quatre mois sans aucun soutien officiel ni obligation légale remplie (dans un département qui est loin d'avoir répondu aux obligations de terrains disponibles ou de logements sociaux), ça suffit ! Quatre mois sans aucune autre réponse politique que l'expulsion, y en a marre !

Seule l'aide des Nanterriens et leur solidarité à ces familles qui ne comptent pour rien aux yeux des autorités permettra de changer la donne, d'obtenir une solution décente et sociale à cette situation inhumaine.

La solidarité est notre seule arme, utilisons-la

Samedi 20 septembre en manifestant à Nanterre

11h, Marché du Chemin de l'île, (RER A Nanterre ville)

Pour le relogement des habitants du bidonville !

Manifestation à Nanterre

Pour le relogement des habitants du bidonville

Sous la menace d'une nouvelle expulsion

Samedi 20 septembre 2014, 11h, Marché du Chemin de l'île

RER A Nanterre Ville, passer le sous-terrain

Contact: bidonvillevsladefense@gmail.com

06 95 43 31 74



4 mois dehors, sans eau, sans toilettes, sans électricité !

4 mois sans autre réponse que l'expulsion ! Ça suffit!

Seule la solidarité du plus grand nombre peut changer la donne

